



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique industrielle

Question au Gouvernement n° 1187

Texte de la question

## POLITIQUE INDUSTRIELLE

M. le président. La parole est à M. Patrice Carvalho, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Patrice Carvalho. Monsieur le Premier ministre, j'étais encore, voici quelques instants, avec ceux qui manifestent place de la Concorde contre votre projet de loi sur le système de retraites. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Écoutez ce qu'ils vous disent. Entendez-les. Ils ne font que dire ce que vous souteniez alors que la réforme des retraites de M. Sarkozy était en débat !

Les suppressions d'emplois dans le secteur marchand se sont encore accélérées. Ainsi, 34 600 salariés sont touchés contre 8 300 le trimestre précédent, comme le révèle l'INSEE au deuxième trimestre 2013. C'est dans l'industrie que la saignée est la plus sévère : 19 000 emplois directs perdus, près de 50 000 sur un an. Dans l'actualité de ces derniers jours, deux exemples sont venus s'ajouter à cette hécatombe.

Après PSA, ArcelorMittal, Petroplus et Doux, c'est au tour d'Alcatel Lucent, avec 900 suppressions d'emplois dans l'hexagone, et des abattoirs bretons Gad, qui affichent 900 licenciements secs et des fermetures de sites. Monsieur le Premier ministre, parlons-nous franchement : que fait le Gouvernement ? On m'a récemment expliqué, au cours d'un débat dans cette assemblée, que son action se trouvait limitée par le respect des principes constitutionnels de la liberté d'entreprendre et du droit de propriété.

Un autre principe constitutionnel exige que chaque concitoyen ait le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. Ce principe-là est foulé aux pieds. En 2014, vous allez offrir au MEDEF et aux grands groupes 13 milliards d'euros de cadeaux supplémentaires sans contrepartie. Avec l'accord national interprofessionnel, vous leur offrez sur un plateau les facilités pour mettre la clé sous la porte et licencier à leur guise.

Monsieur le Premier ministre, laissez donc cela à ceux qui sont à la droite de cet hémicycle. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Conduisez la politique de gauche pour laquelle les Français vous ont mandaté ! La gauche doit être porteuse de l'intérêt général et national contre les intérêts privés des multinationales et de la finance, sinon, elle perd son âme et sa raison d'être.

Monsieur le Premier ministre, reprenez la main. Nous avons notamment proposé d'interdire les licenciements... (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.*)

M. le président. Je vous remercie.

La parole est à M. le ministre du redressement productif.

M. Arnaud Montebourg, *ministre du redressement productif*. Monsieur le député, face à l'hémorragie industrielle

que nous avons connue et qui se poursuit, nous avons fait le choix d'une stratégie d'endiguement. Partout dans les territoires, l'État agit en liaison avec les collectivités locales, les organisations syndicales et les fédérations patronales. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Nous tentons de trouver une réponse pour chaque dossier.

Parfois nous en trouvons. Parfois, les réponses sont insuffisantes, car tous les emplois ne peuvent pas toujours être sauvés. Mais, dès qu'il vient à manquer des ressources dans une entreprise, nous demandons aux banquiers d'abandonner une partie de leur créance, aux dirigeants, s'ils ont failli, de partir, aux organisations syndicales de consentir un effort et aux élus locaux de participer. L'État s'associe, lors de ces tables rondes, en abandonnant une partie des créances fiscales et sociales.

Dès que nous pouvons sauver un emploi, c'est une victoire ; lorsque nous sauvons dix emplois, c'est plus qu'une victoire, et cent emplois, c'est un triomphe ! (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) C'est très difficile. Je voudrais, monsieur le député, vous donner quelques exemples, lesquels ne sont pas médiatisés, mais qui sont la vie quotidienne de nos territoires. Ce sont ainsi les 350 salariés de Clestra à Illkirch en Alsace qui ont été sauvés. Les 700 salariés d'Abattoirs industriels de la Manche en Normandie le sont, pour l'instant, aussi. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) L'entreprise de transport frigorifique Ebrex a pu être reprise grâce à nos efforts sur vingt-trois sites en France. Ainsi, 1 100 emplois ont pu être sauvés.

Nous connaissons, c'est vrai, des échecs, mais nous connaissons aussi des victoires. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*) Nous pourrions tout de même organiser la mobilisation autour des outils industriels, avec nos brevets technologiques et nos savoir-faire humains. Je sais que nous pouvons compter sur tous les partenaires de l'entreprise, y compris sur les élus ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Patrice Carvalho](#)

**Circonscription :** Oise (6<sup>e</sup> circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1187

**Rubrique :** Industrie

**Ministère interrogé :** Redressement productif

**Ministère attributaire :** Redressement productif

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [16 octobre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 octobre 2013](#)